



**RÉGION DE GENDARMERIE DE NOUVELLE-AQUITAINE  
59 rue Séguineau – CS 90013 - 33 700 MÉRIGNAC**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**Travaux de remise aux normes électriques des bâtiments  
logements et des locaux de service et technique (LST) à la  
caserne de gendarmerie départementale Belzunce à Villeneuve-  
sur-lot (47)**

**Le CCAG – Travaux du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.**

**RÉFÉRENCE DE LA CONSULTATION : 01-RGNA-2025**

**Marché passé par procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du code de la  
commande publique**

## **SOMMAIRE**

### **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 1.1 Objet du marché
- 1.2 Procédure
- 1.3 Allotissement
- 1.4 Durée du marché – Délais d'exécution – Prolongation du délai d'exécution
- 1.5 Tranches optionnelles
- 1.6 Variantes
  - 1.6.1 À l'initiative du candidat (facultative)
  - 1.6.2 À l'initiative de l'acheteur (obligatoire)
- 1.7 Prestations similaires
- 1.8 Intervenants
  - 1.8.1 Maîtrise d'œuvre
  - 1.8.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

### **ARTICLE 2 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES**

- 2.1 Personne publique
- 2.2 Titulaire
- 2.3 Décompte et délais

### **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

#### **ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE**

- 4.1 Limitation de la sous-traitance
- 4.2 Formulaire déclaration de sous-traitance (DC4)
- 4.3 Déclaration de la sous-traitance
- 4.4 Acceptation de la sous-traitance et agrément des conditions de paiement
- 4.5 Paiement des sous-traitants
- 4.6 Défaillance d'un sous-traitant

#### **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

- 5.1 Obligations du titulaire
  - 5.1.1 Obligation de résultat
  - 5.1.2 Connaissance du dossier
  - 5.1.3 Obligation de discrétion
  - 5.1.4 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé
- 5.2 Obligation de la personne publique
- 5.3 Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel.

#### **ARTICLE 6 – FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE**

- 6.1 Ordres de service
- 6.2 Information au titulaire

#### **ARTICLE 7 – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

- 7.1 Conditions d'exécution des travaux
- 7.2 Installation de chantier
- 7.3 Signalisation et sécurisation des chantiers
- 7.4 Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux
- 7.5 Réception des travaux
- 7.6 Protection de l'environnement
- 7.7 Personnels
  - 7.7.1 Contrôle des personnels intervenant sur le chantier, remplacement des intervenants.
  - 7.7.2 Comportements du personnel
- 7.8 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

## **ARTICLE 8 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

- 8.1 Unité monétaire
- 8.2 Contenu du Prix
- 8.3 Prix
- 8.4 Délai global de paiement
- 8.5 Variation dans les prix
  - 8.5.1 Révision de prix
- 8.6 Taux de la TVA
- 8.7 Modalités de règlement des comptes
  - 8.7.1 Demande de paiement mensuel
  - 8.7.2 Demande de paiement final
  - 8.7.3 Formalisme des demandes de paiement

## **ARTICLE 9 – PÉNALITÉS**

- 9.1 Pénalités pour non respect des délais d'exécution

## **ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

- 10.1 Retenue de Garantie
- 10.2 Avance

## **ARTICLE 11 – DÉLAI DE GARANTIE**

## **ARTICLE 12– RÉSILIATION**

- 12.1 Résiliation pour faute du titulaire
- 12.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général
- 12.3 Mesures coercitives

## **ARTICLE 13 – ASSURANCES**

- 13.1 Assurance de responsabilité civile
- 13.2 Assurance de responsabilité décennale

## **ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AU CCAG**

### **1.1 Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la remise aux normes électriques des bâtiments logements et des locaux de service techniques (LST) à la caserne de gendarmerie départementale Belzunce à Villeneuve-sur-lot (47) .

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au présent dossier de consultation des entreprises (DCE).

### **1.2 Procédure**

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R.2123-7 et suivants du Code de la commande publique.

### **1.3 Allotissement**

Ce marché n'est pas alloti, il concerne un corps d'état sur un même site géographique.

### **1.4 Durée du marché - Délais d'exécution – Prolongation du délai d'exécution**

**La durée maximale globale prévisionnelle du marché est de quatre (4) mois.**

À compter de la date indiquée dans l'ordre de service par l'acheteur, la durée d'exécution du marché est de 4 mois dont 2 mois de période de préparation conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Concernant une prolongation du délai d'exécution pouvant être accordée, les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables (articles 18.2.2 et 18.2.3).

En cas de non-respect de ces stipulations, il sera fait application des pénalités de retard telles que prévues à l'article 9 du présent CCAP.

### **1.5 Tranches optionnelles**

Ce marché ne comporte pas de tranches.

### **1.6 Variantes**

#### **1.6.1 À l'initiative du candidat (facultative)**

Ce type de variante n'est pas autorisé dans ce marché.

#### **1.6.2 À l'initiative de l'acheteur (obligatoire)**

Néant

### **1.7 Prestations similaires**

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalable, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.8 Intervenants

### 1.8.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera représentée par la section infrastructure du Bureau de l'Immobilier et du Logement (BIL) de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine\_Caserne Battesti\_59 rue Séguineau\_33700 Mérignac Tel : 05 56 90 45 24 / 06 88 03 30 45

### 1.8.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire communique directement au maître d'œuvre. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

## **ARTICLE 2 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES**

### 2.1 Personne publique

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG-Travaux), sont désignés :

- Personne publique : le Ministère de l'Intérieur, acheteur et maître d'ouvrage, représenté par le Général de corps d'armée, commandant la Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest.

Dans le cadre du présent marché, sont habilités à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique : Le Bureau Budget Administration de la Région RGNA \_ Section Administration Marchés.

- Comptable assignataire des paiements : Administrateur Général des Finances Publiques\_Directeur Régional des Finances Publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde.

### 2.2 Titulaire

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG-Travaux), est désigné :

- Titulaire : l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Le marché sera attribué soit à une entreprise individuelle soit à un groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier **immédiatement** à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou groupe qui le contrôlent ;
- à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- à son capital social ;
- à son RIB ;

et généralement, toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

### **2.3 Décompte et délais**

Tout délai imparti dans le marché, à la personne publique ou au titulaire, commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas le quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

## **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et de ses annexes (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) , acte spécial de sous-traitance le cas échéant ...). L'acte d'engagement doit être dûment complété, daté, paraphé à chaque page et signé à la dernière page en original par une personne habilitée à engager l'entreprise, et doit comporter le cachet de l'entreprise.

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire .

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) , approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est consultable sur le site de légifrance et est réputé connu du titulaire, URL : [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut. Seuls les documents originaux conservés par l'acheteur font foi.

Sont considérées comme nulles et sans effet les clauses du titulaire s'appliquant en droit commun des obligations (telles que les conditions générales de vente) .

**Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.**

## **ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE**

### **4.1 Limitation de la sous-traitance**

Sans objet

## **4.2 Formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4)**

Dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, le formulaire DC4 mis à jour au 01/04/2019 devra **impérativement** être utilisé.

Ce document peut être obtenu à partir du lien ci-après :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **4.3 Déclaration de la sous-traitance**

En application de l'article L.2193-4 à L.2193-7 du code de la commande publique, la déclaration de sous-traitance peut intervenir :

1°) au moment du dépôt de l'offre, **en annexe à l'acte d'engagement** ;

2°) après la notification ou en cours d'exécution du marché en adressant l'ensemble du dossier de déclaration de candidature à l'adresse suivante : [sam.bba.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sam.bba.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

**Dans ces deux cas, les éléments ci-dessous devront impérativement être indiqués ou joints :**

- Le formulaire DC4 dûment complété, notamment les articles E, F, G et H de la déclaration (détail par typologie de logements et bâtiments) ;
- l'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L 243-15 du code de la sécurité sociale et émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois du sous-traitant ;
- l'attestation d'assurance en cours de validité du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- la (les) tranche (s) concernée (s) le cas échéant ;
- le taux de TVA impacté par la sous-traitance ;  
le cas échéant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;

**Dans le cas d'une déclaration après la notification du marché :**

- le numéro d'engagement juridique du marché (EJ) devra impérativement être indiqué ;
- le cas échéant, le titulaire produira soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances, conformément à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique.

**Le dossier complet doit parvenir à l'acheteur** en prenant en compte le délai de traitement (21 jours) dans le respect du calendrier initial d'exécution des travaux.

Il y a lieu de noter que dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, l'acheteur sera susceptible de demander au titulaire de lui fournir le contrat de sous-traitance afin d'agréer des conditions de paiement du sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-9 du code de la commande publique , si l'acheteur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

**Si, au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire déclare avoir recours à la sous-traitance, il sera dans l'obligation de transmettre à l'acheteur au plus tard avant l'attribution du marché les éléments énumérés ci-dessus.**

**Toute déclaration de sous-traitance (DC4) déposée au moment du dépôt de l'offre peut au cours de l'exécution du marché faire l'objet d'une déclaration modificative.**

**Modalités d'application du dispositif d'auto-liquidation** : en cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage règle au sous-traitant le montant HT de ses prestations et à l'entreprise

principale la TVA correspondant aux prestations du sous-traitant (TVA qui doit être déclarée et payée sur la déclaration de chiffre d'affaires de l'entreprise principale).

**Il est rappelé que si le titulaire bénéficie d'un taux de TVA réduit, ce dernier ne s'applique pas au sous-traitant.**

#### **4.4 Acceptation de la sous-traitance et agrément des conditions de paiement**

Pour l'acceptation de la sous-traitance et l'agrément des conditions de paiement, les dispositions de l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique s'appliquent.

#### **4.5 Paiement des sous-traitants**

Lorsque le contrat de sous-traitance est **égal ou supérieur à 600€ TTC**, le paiement direct du sous-traitant sera effectué par application des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique, une avance, sur demande des sous-traitants, peut être versée.

#### **4.6 Défaillance d'un sous-traitant**

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément du maître d'ouvrage afin que les travaux ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des travaux continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations.

**Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve d'une part, de son acceptation et de l'agrément de ses conditions de paiement et, d'autre part, qu'il ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532.9 du Code du travail.**

### **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

#### **5.1 Obligations du titulaire**

##### **5.1.1 Obligation de résultat**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché, dans les conditions définies ci-après.

##### **5.1.2 Connaissance du dossier**

Le titulaire reconnaît avoir parfaitement pris connaissance de la totalité des documents constituant le dossier de l'opération et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations qu'il doit réaliser dans le cadre de son marché, mais également de l'ensemble des prestations que doivent réaliser tous les autres intervenants pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par le maître d'ouvrage.

##### **5.1.3 Obligation de discrétion**

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentiel le contenu du présent marché ainsi que tout fait, information, document de toutes sortes, études et décisions dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes quelles qu'elles soient.



Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et torts du contractant, sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

#### **5.1.4 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et doit respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé et les travailleurs détachés. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

À ce titre, il fournira régulièrement au maître d'ouvrage tous les documents attestant qu'il est à jour et tout autre document que le maître d'ouvrage pourrait réclamer en rapport avec ces obligations administratives et fiscales.

Il devra également fournir à sa demande tout document attestant qu'il respecte les différentes réglementations, notamment pour le travail dissimulé et les travailleurs détachés.

#### **Constat d'irrégularité**

Dans le cas où le travail dissimulé serait constaté par le maître d'ouvrage et faute de régularisation, le personnel correspondant sera immédiatement exclu de l'opération.

S'il s'agit d'un sous-traitant, celui-ci sera définitivement exclu de l'opération, et ce sans délai. Le titulaire assumera alors seul toutes les conséquences sans pouvoir faire valoir un quelconque préjudice auprès du maître d'ouvrage, que ce soit d'ordre technique, financier ou calendaire.

Les autres obligations du titulaire sont définies aux articles 5, 6, 7 et 9 du CCAG-Travaux.

#### **5.2 Obligation de la personne publique**

La personne publique s'engage à autoriser l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions qu'elle aura fixées.

#### **5.3 Obligation concernant le traitement des données à caractère personnel**

Le présent marché comporte un ou des traitement (s) de données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **ARTICLE 6 – FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE**

#### **6.1 Ordres de service**

Il est fait application des articles 28.1 et 28.2 du CCAG-Travaux.

#### **6.2 Information au titulaire**

Pour les notifications au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Échanges dématérialisés ou supports électroniques soit via la Plateforme des Achats de l'État, soit par courriel avec accusé de réception ;
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

### **7.1 Conditions d'exécution des travaux**

Les travaux seront exécutés sur un site en activité et dans des locaux occupés.

Pour faciliter son accès aux sites, le titulaire est tenu de :

- confirmer les dates et heures d'intervention par courriel ou courrier ;
- transmettre la liste actualisée des personnels et véhicules prévus pour la réalisation de l'opération.

### **7.2 Installation de chantier**

Les installations de chantier sont définies dans l'offre technique en application du CCTP.

### **7.3 Signalisation et sécurisation des chantiers**

L'entreprise devra assurer la signalisation de la zone de chantier et en interdire l'accès à toutes personnes étrangères à la réalisation des travaux. Outre la sécurité des employés de chantier et des personnels ou visiteurs, cette signalisation devra permettre d'éviter toute dégradation des travaux effectués et d'assurer à tout moment l'accès au site.

### **7.4 Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux**

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages existants et réalisés par ses soins jusqu'à la réception des travaux. Il s'assurera de la propreté des lieux immédiats et environnants et veillera à surtout ne pas être la cause d'incident ou d'accident.

Le nettoyage des zones de travail sera assuré chaque jour, pendant et à la fin de chaque journée. Toutes les protections mises en place pour la durée du chantier seront enlevées et évacuées à la fin du chantier.

### **7.5 Réception des travaux**

La réception des travaux se fera conformément aux dispositions des articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

### **7.6 Protection de l'environnement**

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'environnement et de développement durable.

Soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'administration demande aux candidats d'appliquer une méthodologie de travail respectueuse de l'environnement.

Elle peut à titre d'exemple et de manière non exhaustive, porter sur :

- le taux de valorisation et de recyclage
- la faible émission de dioxyde de carbone par les véhicules de transports.

D'une façon plus générale, il respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en vertu de l'art. 7 du CCAG Travaux.

### **7.7 Personnels**

#### **7.7.1 Contrôles des personnels intervenant sur le chantier – Remplacement des intervenants.**

**Le titulaire devra fournir à la personne publique lors de la réunion de préparation de chantier**, la liste nominative des personnels de l'entreprise amenés à intervenir sur le chantier, accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité ainsi que la carte grise des véhicules susceptibles de pénétrer dans l'enceinte du site. En cas de manquement à cette obligation, l'administration se réserve le droit de refuser l'accès à une personne. Il en est de même pour chaque sous-traitant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.4.4 du CCAG-Travaux.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire a un délai de quinze (15) jours pour proposer un nouvel intervenant. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Il informe l'acheteur dans un délai minimum de sept (7) jours du changement d'intervenant.

### **7.7.2 Comportements du personnel**

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires.

Les employés sont aux seuls ordres d'un chef de chantier désigné par la société.

### **7.8 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**

En complément de l'article 35 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, ses sous-traitants intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

## **ARTICLE 8 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **8.1 Unité monétaire**

Tous les prix spécifiés aux annexes à l'Acte d'Engagement ainsi que ceux mentionnés dans l'ensemble des documents contractuels sont exprimés en **euros**.

### **8.2 Contenu du Prix**

Le devis détaillé, établi par l'entrepreneur, décomposera le prix global forfaitaire en sous-détails de prix unitaires. Ces prix unitaires serviront seulement à établir les situations mensuelles, ainsi que les actes modificatifs éventuels.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et seront exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m2), soit au mètre cube (m3), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccord, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'entrepreneur et portés au regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels et frais de chantier (le cas échéant), de l'observation des avis formulés par le Maître d'ouvrage, et des exigences du planning.

### **8.3 Prix**

Les ouvrages ou prestations sont réglés par un prix révisable, globale et forfaitaire.

### **8.4 Délai global de paiement**

Les règlements interviendront par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours : le point de départ de ce délai est la date de réception, par la personne publique, du projet de décompte mensuel conforme transmis par le titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement, des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (L.2192-13 du code de la commande publique).

### **8.5 Variation dans les prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres appelé « mois zéro » (M0), mois d'établissement du prix initial ou de l'offre négociée le cas échéant.

#### **8.5.1 Révision de prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres (DLRO). Les prix sont révisables annuellement, au 1er du mois de la date anniversaire de notification du marché.

Il revient au titulaire de soumettre par mail à l'Administration (service acheteur : [sam.bba.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sam.bba.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr)) les nouveaux prix ainsi révisés, dans les 2 mois suivant la date anniversaire de notification du marché, sous peine de forclusion.

À l'appui de sa proposition de révision de prix, le titulaire transmettra la formule et les indices utilisés. Une fois agréés par l'acheteur, ces prix révisés feront foi pour l'année concernée.

A chaque révision de prix, la facture devra indiquer les éléments de calcul et le coefficient de revalorisation du prix.

Conformément au CCAG travaux, les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

### **8.6 Taux de la TVA**

Le taux de TVA applicable au présent marché est de 10 % pour les logements famille et de 20 % pour les Locaux de Service Technique (LST) .

### **8.7 Modalités de règlement des comptes**

#### **8.7.1 Demande de paiement mensuel**

Les stipulations du CCAG Travaux s'appliquent étant précisé qu'en l'absence de Maître d'œuvre, la demande de paiement mensuel est remise au maître d'ouvrage dans les mêmes conditions par tout moyen permettant de donner une date certaine.

#### **8.7.2 Demande de paiement final**

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage par tout moyen permettant de donner une date certaine dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux si celle-ci est sans réserve ou si le montant des réserves dûment indiqué sur ou en annexe de PV de réception est couvert par la retenue de garantie ou équivalent.

Si le montant des réserves n'est pas couvert par la retenue de garantie ou équivalent, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage par tout moyen permettant de donner

une date certaine dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de levée des réserves

### **8.7.3 Formalisme des demandes de paiement**

Outre les mentions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux, le titulaire devra veiller à ce que la demande de paiement distingue de manière claire et sans ambiguïté possible les éléments suivants :

- le numéro CHORUS ;
- les prestations exécutées par chacun des membres du groupement (en cas de groupement) et les montants correspondants HT ;
- les montants HT des prestations exécutées par le titulaire et ses sous-traitants, en cas de sous-traitance (en cas de TVA auto-liquidée, cette dernière mention est obligatoire) ;
- les montants HT des prestations exécutées sur le marché initial et sur chacun des actes modificatifs, en cas d'actes modificatifs ;
- les prestations exécutées par tranche et les montants correspondants ;
- le(s) montant(s) de(s) acompte(s) antérieur(s).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer une trame.

En cas de transmission papier, la demande de paiement est transmise en original papier (2 exemplaires) par tout moyen permettant d'accuser réception de manière certaine au maître d'ouvrage délégué, à l'adresse de facturation suivante :

Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine  
Bureau budget Administration / Section administration marchés  
(01-RGNA-2025)  
Caserne Battesti \_ 59 rue Séguineau – CS 90013  
33700 MERIGNAC

## **ARTICLE 9 – PÉNALITÉS**

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par la personne publique. Les pénalités sont exonérées de TVA.

### **9.1 Pénalités pour non respect des délais d'exécution**

Il est dérogé aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux dans les conditions énoncées comme suit :

Tout retard d'exécution du délai d'exécution du marché peut être sanctionné par une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard si le titulaire dépasse le délai d'exécution, du simple fait de la constatation du retard par le service bénéficiaire, sans procédure contradictoire.

## **ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **10.1 Retenue de Garantie**

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie appliquée sera de 3 % si le titulaire du marché est une PME.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie bancaire à première demande au gré du titulaire.

La retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

## **10.2 Avance**

Une avance de **30%** est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-13 du code de la commande publique.

L'avance sera remboursée en une seule fois dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra 65% du montant du marché.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée après le dépôt de l'offre et avant le seuil des 65 % de prestations exécutées, l'avance est remboursée en conséquence.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne publique

## **ARTICLE 11 – DÉLAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG-Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiels de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date retenue d'achèvement des travaux. Le Titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Dans le cas contraire, le délai de garantie court à compter de la date de levée des réserves.

## **ARTICLE 12– RÉSILIATION**

En cas de résiliation, les dispositions du Chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

### **12.1 Résiliation pour faute du titulaire**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 14.2 du présent document, peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect, par le titulaire ou l'un des ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprise, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- la mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2343-1 à R.2343-10 du code de la commande publique, fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

## **12.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général**

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, sans préjudice de l'application de ses dispositions au titre des alinéas 2 et 3, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du présent marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

## **12.3 Mesures coercitives**

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint :

Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-Travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination de groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après la désignation d'un mandataire non solidaire ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnités.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire en raison de ses fautes.

# **ARTICLE 13 – ASSURANCES**

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables (article 8).

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché et au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier...). Elles devront être transmises à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

## **13.1 Assurance de responsabilité civile**

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Si la fin de période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurances de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée de chantier sans interruption de garantie.

Chaque attestation successive devra être fournie au Maître d'Ouvrage ou à son représentant dans les 10 jours qui suivent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de défaut de fourniture de l'attestation demandée ci-avant, ou de non-renouvellement pour la période de l'opération des garanties demandées, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités de retards correspondantes.

## **13.2 Assurance de responsabilité décennale**

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et

justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, à la demande du maître d'ouvrage avant signature du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

#### **ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AU CCAG**

L'article 8.7.2 déroge à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux

L'article 9.1 déroge à l'article 19 du CCAG-Travaux

L'article 12.3 déroge aux articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-Travaux.